

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 TOULON

TOULON, le 11/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SERAHU**

68 chemin de la Campanette  
06800 CROS DE CAGNES

Références : D-UD83-2023-0404  
Code AIOT : 0006400113

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement SERAHU implanté ZI des Lauves Avenue Henri Becquerel 83340 Le Luc. L'inspection a été annoncée le 19/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL. Dans ce contexte SERAHU est une exploitation qui est contrôlée tous les 3 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERAHU
- ZI des Lauves Avenue Henri Becquerel 83340 Le Luc
- Code AIOT : 0006400113
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise SERAHU réalise des prestations de collecte d'huiles usagées et de traitement de déchets dangereux, principalement auprès de garages automobiles, de clients industriels. Son activité est répartie sur plusieurs sites entre Cagnes sur Mer et Le Luc en Provence.

La fonction du site dit "SERAHU 1 ANCIEN" est exclusivement consacrée au regroupement et au transit des huiles de moteur usagées.

L'activité de ce site est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/03/1997.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention de la pollution des eaux et gestion des eaux susceptibles d'être polluées,
- Prévention du risque incendie,
- Etat des matières stockées, gestion et traçabilité des flux de déchets,
- Optimisation de la consommation d'eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites données	Autre information
2	Collecte séparée des eaux	Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A.2.1	/	Délais : 1 mois
4	Récupération des produits	Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A.2.2	/	Délais : 1 mois
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A.2.5	/	Délais : 1 mois
8	Dispositif de jaugeage	Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article B.2.6	/	Délais : 1 mois
9	Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A.6.4	/	Délais : 1 mois
10	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Délais : 1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites données	Autre information
1	Techniques d'optimisation de la consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 -VII a	/	Sans objet
3	Valeur limite de rejet des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A2.4	/	Sans objet
5	Performance des systèmes de lavage et de quantification des effluents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 . I. 5.a	/	Sans objet
6	Rétention de sol des aires et locaux de réception	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 -VII e	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site SERAHU 1 n'est pas très étendu et son activité est principalement consacrée au dépotage et au chargement d'huiles de moteur usagées. . La plupart des documents administratifs ne sont pas disponibles immédiatement et n'ont pas pu nous être transmis rapidement , ce point sera à améliorer. Par ailleurs, malgré certaines lacunes liées à la gestion des eaux de ruissellement, l'exploitation apparaît propre et bien tenue.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Techniques d'optimisation de la consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 -VII a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation économe de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Techniques d'optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux / La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes : - des plans d'économies d'eau ; - une optimisation de la consommation d'eau de lavage ; - une réduction de la consommation d'eau pour la production de vide.
<b>Constats :</b> La consommation d'eau du site SERAHU 1 ancien reste limitée puisque, l'activité principale de ce site se limite au dépotage d'huiles usagées. Il s'y trouve une petite aire de lavage qui est utilisée de manière très ponctuelle. Le lavage est réalisé avec un jet à haute pression (Karcher) , ce qui permet de limiter la consommation d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Collecte séparée des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs, ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore. de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux. et récupérer les eaux d'extinction d'incendie. Les évacuations dans le sous-sol sont interdites. Le réseau des caniveaux et égouts assure la collecte séparée : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ des eaux sanitaires qui doivent être traitées conformément au Règlement Sanitaire Départemental</li> <li>▪ des eaux pluviales des toitures, qui sont réputées non polluées</li> <li>▪ des eaux en contact avec les produits polluants, eaux de pluie lessivant les sols, effluents polluants, qui doivent être traités pour respecter les dispositions du présent article, avant mélange avec les deux autres catégories d'eau précitées.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'ensemble du site est aménagé en légère pente vers le séparateur. Les cuves sont placées sur rétention en béton et protégées par un auvent, les eaux de pluies ne tombent pas sur ces rétentions. L'ensemble des eaux du site passent par le séparateur ( eaux de ruissellement et eaux de toitures). Si le débit est trop important un flotteur obture l'entrée du séparateur. Cependant, <b>l'exploitant devra mettre en place, sous 1 mois, un moyen d'obturation du rejet au réseau pluvial</b> , de type vanne guillotine, afin d'être en capacité de confiner sur site un écoulement accidentel.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Valeur limite de rejet des eaux susceptibles d'être polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite de rejet des eaux susceptibles d'être polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Les eaux et effluents susceptibles d'être pollués, rejetés hors de l'établissement de façon permanente ou occasionnelle doivent présenter, avant dilution, les caractéristiques suivantes:  <div><div><b>- <u>Normes instantanées</u></b>  5,5 &lt; pH &lt; 8,5 t &lt; 30° C Hydrocarbures &lt; 5 mg/l Normes T 90 203</div><div> MES &lt; 30 mg/l DBO5 &lt; 30 mg/l sur effluent brut non décanté DCO &lt; 125 mg/l sur effluent brut non décanté N (global) &lt; 10 mg/l.</div></div> <div><b>- <u>Débit</u></b>  L'unité de décantation – déshuilage doit pouvoir traiter les eaux collectées sur les aires susceptibles d'être polluées, lors des orages, au débit minimal de 8 l/s.</div>
<b>Constats :</b> Le dernier rapport d'analyse date de septembre 2022. Les valeurs limites de rejet sont respectées. Selon l'exploitant , le séparateur installé à pour caractéristique un débit de 8 à 10L/s. Le 01/08/2023 l'exploitant a transmis un document présentant les caractéristiques du séparateur en place. il correspond à un débit de 10L/s, dimensionnement conforme à la prescription en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Récupération des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rétention des déversement accidentels et des eaux d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  Les stockages, ateliers, collecteurs, réseaux sont étudiés pour garantir le maintien et la récupération des déversements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie contaminées à l'intérieur de l'établissement. L'établissement doit être équipé d'un <b>bassin de confinement de 120 m3</b> constitué par les aires de circulation et de stationnement. Au besoin, les collecteurs de l'établissement sont équipés d'un ou de dispositifs tels que bassin tampon ou obturateur. L'exploitant conçoit ses installations pour garantir la pérennité des parois des cuvettes de rétention et bassins. · Le transvasement de matières toxiques, corrosives ou polluantes à partir de véhicules citernes doit être pratiqué sur une aire aménagée à cet effet. Cette aire doit comporter un sol étanche et doit être munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel. L'émission de vapeurs toxiques ou corrosives à l'occasion des transvasements est interdite.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le déchargement des camions se fait sur une aire de dépotage dédiée et bétonnée comme la majorité des aires d'activité et circulation du site . L'exploitant indique que l'aire de dépotage est équipé d'une petite rétention. Le bassin de rétention sous l'aire de dépotage devra être curé. Le site doit pouvoir contenir 120m3 d'eau. Le 01/08/2023 l'exploitant a transmis un plan localisant les zones de rétentions d'eau sur des surfaces inclinées ainsi que les niveau altimétriques des plateformes. Ce plan ne permet cependant pas d'identifier le volume pouvant être mis en rétention sur l'ensemble du site. <b>Un justificatif adéquate basé sur le calcul du volume disponible en rétention devra être transmis sous 1 mois.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Performance des systèmes de lavage et de quantification des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 . I. 5.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Performance des systèmes de lavage et de quantification des effluents
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental approprié comprenant tous les éléments suivants [...]Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;</p>
<p><b>Constats :</b>  Le site SERAHU 1 ancien est exclusivement consacré au dépotage d'huiles noires transportées par des camions.  Il arrive de manière très ponctuelle que du lavage y soit réalisé , au moyen d'un Karcher, pour limiter la consommation d'eau . Par conséquent, les consommations , d'énergie , de matière première et d'eau ne sont pas significatives.  De plus , le groupe SERAHU est certifié ISO 14001,certification qui atteste de la mise en place d'un management environnemental. L'exploitant a transmis le certificat le 01/08/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Rétention de sol des aires et locaux de réception**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 -VII e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention de sol des aires et locaux de réception
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Le sol des aires et des locaux de réception, manutention, stockage, traitement et expédition des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b> Les cuves de stockage d'huile minérale, l'aire de dépotage et l'aire de lavage sont installées sur des sols bétonnés et reliés à des rétentions. De plus , un bâtiment fermé et étanche abrite également une activité de stockage temporaire .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenus des schémas des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation. les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toutes origines. Ce schéma est tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des installations d'épuration, Les dispositions prises pour y remédier, les opérations d'entretien et de réparation des diverses installations d'évacuation et de traitement des eaux résiduelles, et les résultats des contrôles de la qualité des rejets est régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Le matériel de stockage, de transfert, de circulation et d'épuration doit être périodiquement contrôlé. Une procédure définit l'ensemble de ces contrôles avec leurs périodicités journalières, hebdomadaires, mensuelles.
<b>Constats :</b> Un plan a été présenté aux services de l'inspection des installations classées. Ce dernier permet de montrer les réseaux d'évacuations des eaux de ruissellements , seules eaux circulant sur le site. L'exploitant est en mesure de repérer le séparateur et le rejet sur ce plan. Le dernier entretien du séparateur est indiqué au 22/06/2023 . <b>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, l'extraction trackdéchet ( ou les documents cerfa) correspondant aux boues de ce séparateur.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Dispositif de jaugeage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article B.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, remplissage des réservoirs
<p><b>Prescription contrôlée:</b> Chaque réservoir doit être équipés d'un dispositif automatique de jaugeage permettant de connaître à tous moments le volume du liquide contenu. Avant chaque remplissage, l'opérateur doit contrôler que le réservoir est capable de recevoir la quantité de liquide à transférer sans risque de débordement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant considère que la jauge automatique n'est pas adaptée aux fluides épais et souillés tel que SERAHU les collecte. Les jauges automatiques s'encrassent très rapidement et ne donnent pas une information valable. Par conséquent, les chauffeurs ont reçu pour consigne de vérifier visuellement par eux même le niveau de remplissage à l'intérieur des cuves avant de dépoter. Le volume des cuves est comptabilisé chaque jour selon les apports et les évacuations effectuées (à l'aide des bons de suivis). Les chauffeurs qui viennent dépoter sur le site sont exclusivement employés par la société SERAHU. Par conséquent <b>l'exploitant devra déposer un porté à connaissance pour demander la modification de cette prescription et fournir une procédure de dépotage complète</b>, qui présente un niveau de confiance au moins égal celui du jaugeage automatique actuellement prescrit.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Dispositifs de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/1997, article A.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b> Un réseau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation. Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet. Les installations comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 poteau d'incendie de 100 mm normalisé, débit 1000 l/mn, pression dynamique 1 bar placé à proximité de l'établissement</li> <li>• des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques</li> <li>• une réserve de 150 litres d'émulseur synthétique en bidons de 20 litres, disposée dans un abris à proximité de l'accès de secours.</li> </ul> <p>Le nombre, le type, d'emplacement des moyens de lutte sont déterminés en accord avec les sapeurs pompiers.</p>
<p><b>Constats :</b> Plusieurs extincteurs sont répartis sur le site, ils sont à jour de leur vérification. La réserve de 150 L d'émulseur est disposée à proximité des risques à défendre. Le poteau incendie a été identifié à proximité du site, commun aux sites SERAHU 1 et 2. Ce poteau n'est pas situé dans l'emprise de l'ICPE et n'appartient pas à l'exploitant (pas de PV de vérification). L'exploitant devra se rapprocher du service en charge de la vérification des poteaux incendie sur cette distribution afin de récupérer le PV de vérification. <b>Une copie de ce PV doit être transmise sous 1 mois aux services de l'inspection des installations classées</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site contient un ensemble de 7 cuves de réception d'huile usagée. Aucun état des stocks n'a pu être présenté .</p> <p>Un état de remplissage des cuves ainsi qu'un tableau de réception des bons ont été transmis à l'inspection des installations classées , mais ces documents ne permettent pas d'identifier les produits et quantité associées, ni de disposer d' une quantité globale par produits.</p> <p><b>L'exploitant doit fournir, sous 1 mois,un état des matières stockées , classé et localisé selon leur dangerosité vis à vis du risque incendie ( un plan associé est également demandé), ainsi qu'un état des matières stockées sous format synthétique.</b></p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>De manière générale , cet état des stocks doit respecter l'article 50 de l' AM du 04/10/2010. Ces documents ainsi que tous ceux nécessaires lors d'une interventions sur site doivent être accessibles depuis n'importe quel poste de l'entreprise , à tous moments</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet